

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Racisme (France) > Roms (racisme, France) > **Roms : halte aux expulsions !**

## **Roms : halte aux expulsions !**

mardi 20 juillet 2010, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2010).

**La police a fait irruption mardi 6 juillet à 6 heures dans le quartier du Hanul à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ils ont expulsé les habitants et leurs soutiens par la force et ont immédiatement détruit le camp à l'aide de trois bulldozers. Les familles n'avaient jamais reçu de notification d'une décision judiciaire.**

Le Hanul existait depuis dix ans et avait fait l'objet d'une convention avec la mairie, signée en 2003. La plupart des enfants étaient scolarisés dans les écoles du quartier.

Les Dyonisiens du Hanul ont donc dû quitter précipitamment leurs habitations, n'ayant plus le temps de prendre leurs affaires. Mais faire disparaître les bidonvilles ne fait pas disparaître leurs habitants, condamnés à errer et à vivre dans une précarité encore plus grande. Depuis le mardi 6 juillet, les familles avec le collectif de soutien, dont le NPA fait partie, revendiquent un relogement immédiat auprès de la mairie de Saint-Denis, de Plaine Commune et de l'État.

L'État répond par le harcèlement policier et les opérations coup de poing : jeudi 8, treize fourgons de CRS et dix voitures de police ont été mobilisés pour déloger le « camp de réfugiés » que les familles et les soutiens avaient installé en centre-ville, soit une centaine de personnes. 24 soutiens ont été interpellés, dont un frappé, mis en garde à vue et inculpé, simplement parce qu'il prenait des photos de l'intervention policière.

La mairie a refusé tout soutien, sous prétexte de ne pas vouloir pérenniser les bidonvilles et de mettre l'État face à ses responsabilités. Elle cherche à établir un rapport de forces avec l'État pour qu'il prenne en charge l'accueil des Roms, mette fin au statut provisoire, en demandant une table ronde !

En expulsant le camp du Hanul, Lambert, le préfet du Raid de Seine-Saint-Denis, s'attaque à un symbole et envoie un signe fort pour l'été et les mois à venir : les Roms ne sont pas les bienvenus en France, ils sont bien les nouveaux parias et il faut les chasser. Le ministre Hortefeux s'est d'ailleurs félicité le 24 juin dernier à Bobigny de la destruction de 37 camps sur les 59 existant en Seine-Saint-Denis.

Et il peut se le permettre puisque les autorités locales, sous prétexte de la non-intervention de l'État pour les soutenir, acceptent tacitement ces expulsions, voire les soutiennent activement.

Dans des logiques électoralistes, des maires surfent même sur la vague du racisme anti-Roms et ne se soucient pas du devenir de ces populations expulsées. Ils préfèrent qu'elles soient « gérées » par leurs collègues voisins. Et s'ils s'en soucient, c'est pour parquer les « bons » Roms dans des villages d'insertion. Ainsi, à Montreuil, l'un des terrains gérés par la municipalité est un camp sous surveillance : impossible d'entrer sans laissez-passer, seules les associations en charge officiellement de l'accompagnement peuvent entrer, les habitants du camp sont pointés du doigt par les Montreuillois, etc.

Face à cette absence de mobilisation politique, le préfet peut poursuivre sa mission d'expulsion massive des campements, d'autant plus que Sarkozy rencontre souvent le président roumain

Basescu, pour renforcer la répression anti-Roms : la levée du statut provisoire n'interviendra peut-être pas fin 2013.

Le NPA revendique : l'arrêt des expulsions de camps et des reconduites à la frontière ; la fin du statut provisoire des Roms (sur l'accès au droit au travail ; la scolarisation des enfants et l'accès aux soins ; l'entretien des terrains sur lesquels les Roms s'installent, en fournissant poubelles, eau et sanitaires.

Face à la multiplication des expulsions, une commission s'est créée avec des militants de la Seine-Saint-Denis. L'objectif est de créer un réseau d'alerte, d'information, et de contribuer à politiser la question de la situation des Roms, souvent traitée de façon humanitaire.

Si vous souhaitez rejoindre le groupe, vous pouvez vous inscrire auprès de npa\_romsenlutte yahoo.fr.

Laure (Saint-Denis), Anne-Laure (Pantin), Gaëlle (Montreuil), Véronique, David et Sébastien (Noisy-le-Grand)

Voir dossier dans *Tout est à nous !* n° 50 ou sur ESSF : [NPArguments : Les Roms, nouveaux parias de l'Europe](#)

\* *Paru dans Hebdo TEAN 64 (15/07/10).*

---

## **SAINT-DENIS : UN CAMP DE ROM ÉVACUÉ...**

Mardi 6 juillet, à l'aube, les flics, sur ordre du nouveau préfet, Christian Lambert, ont évacué un des plus anciens camps rom de France, le Hanul à Saint-Denis. Ce campement, parfaitement organisé, bénéficiait depuis 2003 d'une convention d'occupation signée avec la mairie de Saint-Denis qui avait installé des sanitaires et un point d'eau. 170 personnes y vivaient avec 51 enfants dont 28 de nationalité française et beaucoup nés à Saint-Denis et scolarisés dans la ville. Aidés essentiellement par des militants de la Voix des Roms, de Parada, du Réseau solidarité logement, de RESF, du SNUIPP, du NPA, du Mrap ou du PG, les expulsés, ayant pour la plupart perdu leurs affaires, écrasées par trois bulldozers, se sont massés devant la mairie. Aucun élu n'avait daigné les rencontrer les jours précédents alors que la menace d'expulsion était tangible. Après trois heures d'attente, une délégation a été enfin reçue. Au moment où nous bouclons le journal, la majorité municipale (Front de gauche, minorité PS, Verts, LO), officiellement solidaire de ce combat, ne veut rien entendre : pas de locaux municipaux ni de nuits d'hôtel possibles, pas de terrain pour installer des tentes même provisoires, pas de nourriture. La seule proposition est une délégation commune auprès de la préfecture...

Les Roms sont dans la rue mais face à cette expulsion honteuse et brutale, la solidarité s'organise. Pour forcer les autorités et notamment la préfecture à leur trouver pour tous ensemble un terrain ou un lieux de résidence décent.

\* *Paru dans Hebdo TEAN 63 (08/07/10).*

---

## **LES ROMS DE SAINT-DENIS FACE AU RACISME DE L'ÉTAT**

### **COMMUNIQUÉ DU NPA**

Jeudi 8 juillet, en fin de journée, une soixantaine de Roms expulsés du quartier du Hanul à Saint-Denis mardi matin, ont installé des tentes sur une place publique proche de la Mairie.

Vers 22 h 30, ce sont environ 75 CRS qui sont intervenus pour détruire le campement et obliger les Roms à se disperser. Au cours de l'intervention, 24 personnes, membres d'associations dont le MRAP, militants du NPA et citoyens solidaires ont été arrêtées. L'un d'entre eux qui ne faisait que prendre des photos a été trainé par terre, frappé, puis jeté inconscient dans le car de Police. Les pompiers n'ont pu intervenir que lors de l'arrivée du car au commissariat de Bobigny. L'agression de ce jeune homme par la BAC s'est suivie d'une Garde à Vue.

Au cours de cette soirée, la municipalité a continué à briller par son absence, après avoir déjà refusé tout soutien et tout relogement à ces familles.

Ce déploiement de force totalement disproportionné, qui a transformé le centre ville de Saint-Denis en terrain militaire, est révélateur de la conception policière du préfet Lambert nouvellement nommé par Sarkozy. Il l'avait annoncé d'emblée : il arrive pour « faire le grand nettoyage » et rétablir l'ordre en Seine-Saint-Denis. Et le désordre pour lui, ce sont des familles Roms qui n'acceptent pas de disparaître alors que la préfecture a fait détruire le quartier où ils vivaient depuis près de 10 ans.

Le NPA veut savoir qui a demandé l'intervention des CRS et les arrestations de ceux qui protestaient contre la chasse aux Roms qui se mène depuis plusieurs jours dans les rues de Saint-Denis. Nous dénonçons également la tentative stupide et vaine d'intimidation contre celles et ceux qui les soutiennent.

En effet après cette soirée le NPA appelle à se mobiliser le plus largement pour exiger :

- L'arrêt des pressions policières
- L'abandon de toute poursuite judiciaire
- Le relogement des Roms du quartier du Hanul, citoyen de Saint-Denis
- La fin des mesures restrictives prises par la France et d'autres pays par rapport à la réglementation européenne, qui excluent de fait les Roumains et les Bulgares du droit au séjour et à l'emploi jusqu'en 2013.

Le 9 juillet 2010

---

### **ÉVRY : SOUTIEN AUX FAMILLES ROMS...**

Depuis plusieurs années, des familles roms vivent en Essonne dans des bidonvilles. Régulièrement expulsées par la force et leurs maigres affaires souvent détruites, elles n'ont d'autres choix que de se réinstaller ailleurs en attendant une nouvelle expulsion. Bien qu'européennes, ces personnes sont quasiment sans droits.

Mercredi 31 mars, à l'initiative de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines roms (ASSEFRR), une manifestation de solidarité a été organisée pour dénoncer les conditions de vie de ces familles, demander l'arrêt des expulsions, le respect du droit à la scolarité des enfants et des mesures pour rendre les lieux de stationnement habitables. Le NPA d'Évry a mobilisé pour son succès. Près de 300 personnes ont marché jusqu'à la préfecture, en passant par le centre d'Évry. Le chef de cabinet du Préfet a reçu une délégation et s'est permis, dans un premier temps, de stigmatiser le porte-parole des Roms venu en quête de solutions pour la vie de sa communauté. On voit dans cette attitude le refus de prendre en compte la représentativité des Roms. La délégation a expliqué les obstacles et discriminations qu'ils rencontrent pour obtenir un travail et un logement. Elle a demandé des mesures d'accueil permettant de faire sortir les familles de leurs conditions de vie inadmissibles. La préfecture refuse d'organiser des lieux d'accueil et ne propose que des placements dans les hôtels. Elle voit défavorablement les expériences de villages d'insertion menées dans d'autres départements et justifie l'expulsion des Roms qui ne travaillent pas après une période de trois mois.

Après avoir admis la réussite de la manifestation, le représentant du préfet a accepté la proposition d'un groupe de travail permanent. Nous n'avons obtenu que le droit de négociations au cas par cas avec des documents concernant la scolarisation des enfants, des preuves de recherche de travail, la couverture médicale et différents témoignages des associations afin que sur le plan local, la commune puisse négocier et prendre en compte leur situation. Les Roms ont exprimé leur volonté de continuer de se battre collectivement, leur moral et leur courage maintiennent l'espoir de parvenir, même à petits pas, à une avancée pour leurs vies.

*\* Paru dans Hebdo TEAN 51 (15/04/10).*

---